

# Messages clés

## COVID et Logement

- Alors que le COVID-19 se répand dans le monde, des milliards de personnes ont été invitées à rester chez elles. Cependant, cette simple mesure préventive de santé publique est impossible pour les personnes qui vivent dans l'itinérance, ou dans des logements dangereux ou surpeuplés.
- On estime qu'environ 1,8 milliard de personnes, soit plus de 20% de la population mondiale, n'ont pas de logement convenable. Ces chiffres incluent environ 1 milliard de personnes vivant dans des quartiers informels ou bidonvilles.
- Le logement est un droit humain fondamental. Maintenant, il est également au cœur de notre bataille contre COVID-19. Sans logement adéquat, il est impossible de prendre des distances sociales et d'avoir des pratiques d'hygiène. Le monde risque de contracter une maladie mortelle. Comme le dit Leilani Farha, rapporteur spécial des Nations Unies sur le droit à un logement convenable, «le logement est devenu la première ligne de défense contre le coronavirus. La question du logement est plus qu'une situation de vie ou de mort. »
- Les mesures de contrôle du COVID-19 dans les villes, zones urbaines et le manque d'accès aux espaces extérieurs peuvent avoir un effet néfaste sur la santé mentale et physique des résidents. L'environnement stressant d'un long séjour à domicile, en particulier dans les petits logements surpeuplés dans les quartiers informels, le bouleversement des relations sociales ainsi que l'accès réduit aux services, exacerbent le risque de violence contre les femmes et les enfants.
- L'absence de services de base, le stress et les conditions de vie malsaines contribuent également à une mauvaise santé. Les personnes sans-abri, éprouvent souvent de graves problèmes respiratoires, qui peuvent être aggravés par Covid-19.
- La propagation du COVID-19 **aggrave la préexistante crise mondiale du logement**, qui affecte déjà des millions de personnes. Les actions immédiates et à court terme devraient être axées sur la maîtrise de la propagation de l'infection, tandis que les interventions à plus long terme devraient inclure un examen des approches actuelles en matière de logement et de gouvernance foncière. Les décisions et les mesures prises

**pourraient influencer de manière significative le succès ou l'échec d'une future reprise après une catastrophe .**

- À court terme, ONU-Habitat exhorte les gouvernements nationaux, régionaux et locaux à adopter les **mesures d'urgence** suivantes :
  - Fournir un logement d'urgence temporaire avec des installations d'hygiène de base à toutes les personnes sans logement, pour leur permettre de pratiquer l'éloignement social ainsi que d'autres mesures de santé publique nécessaires, telles que la quarantaine et l'auto-isollement. Cela peut être accompli, en exploitant des lieux tels que les hôtels qui sont actuellement vides et en réaffectant les actifs communautaires comme les écoles et les centres communautaires qui sont déjà fermés .
  - L'impact économique de COVID-19 crée une instabilité du revenu, en particulier pour les petites entreprises, les travailleurs à faible revenu et les entrepreneurs indépendants, qui font face à des fermetures indéfinies, à des pertes d'emplois et difficultés économiques. Cela pourrait entraîner des arriérés de loyer et hypothécaire, puis la menace d'expulsion forcée.
  - Les autorités nationales, régionales et locales **devraient prendre des mesures immédiates pour garantir le droit au logement pour tous**, y compris par le biais de moratoires sur les expulsions dues aux loyers et aux arriérés hypothécaires; par les reports de versements hypothécaires ; par l'extension des moratoires d'hiver sur les expulsions forcées d'établissements informels ; par l'introduction de mesures de stabilisation ou de réduction des loyers ; par la suspension des coûts et suppléments des services publics pendant la durée de la pandémie ; et enfin par la création de fonds d'urgence pour réduire l'exposition des catégories à risque. Dans le même temps, ils devront prendre en considération, des plans d'urgence pour éviter les difficultés économiques des propriétaires.
  - Explorer des options pour fournir **d'autres besoins de base** aux communautés ou quartiers vulnérables, en particulier sur les produits alimentaires et d'hygiène. Des systèmes de protection sociale adaptés à l'ensemble du pays peuvent s'attaquer aux causes multiples et souvent interdépendantes, prévenant la pauvreté, et allégeant le fardeau de certaines dépenses pendant les périodes de chômage, permettant à tous d'avoir une meilleure santé.



La crise du COVID-19 est terrible, mais offre également une opportunité mondiale unique de démontrer qu'il est possible d'assurer à tous un logement et une sécurité foncière. Elle montre également l'importance des secteurs du logement durable dans le renforcement de la préparation des zones urbaines à répondre aux événements extrêmes.

Les villes et les gouvernements locaux du monde entier peuvent faire des progrès sur la réduction des inégalités, les niveaux de pauvreté, l'accès à un logement convenable pour tous, en devenant des catalyseurs dans la réalisation d'autres droits fondamentaux.

Ressources: [OMS - Lignes directrices de l'OMS relatives au logement et à la santé](#) et [ONU Spécial Rapporteur sur le droit au logement – COVID-19 Ligne directrice - notes](#)